

## **Fondement de notre engagement commun en faveur des chrétiens persécutés**

En tant qu'acteurs ecclésiaux appelés à défendre les chrétiens opprimés et persécutés, nous sommes reconnaissants de pouvoir nous appuyer sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et sur les droits fondamentaux qui y sont intégrés. Le droit humain à la liberté religieuse ayant une validité universelle, nous nous engageons aussi pour les fidèles et adeptes d'autres religions ou idéologies.

Dans différentes régions du monde, des Églises, des communautés chrétiennes et leurs adeptes sont opprimés ou persécutés. Cette répression peut aller d'une restriction systématique de certains droits fondamentaux, en particulier la liberté religieuse, à la mise en danger concrète de la vie et de l'intégrité corporelle, en passant par la discrimination et l'insécurité juridiques.

Dans de nombreux cas toutefois, la situation se révèle extrêmement complexe et varie d'une région à l'autre. Il est vrai que souvent, ces menaces se fondent sur une hostilité déclarée à l'encontre des chrétiens. Cependant, les conflits dans lesquels des chrétiens subissent des préjudices n'ont pas toujours un fondement religieux, et pas tous les cas de violence brutale envers des chrétiens ne sont la conséquence directe de la haine envers la foi en Jésus-Christ. Il convient donc de faire un usage nuancé de l'expression « persécution des chrétiens ». En effet, la notion de persécution décrit une situation de menace étroitement définie sur le plan du droit international et elle ne s'applique pas à tous les cas de violences à l'encontre de chrétiens. Souvent, les conflits évoqués sont dus à différentes causes qui peuvent être ethniques, politiques, sociales, culturelles, économiques ou géostratégiques.

Cette distinction ne doit cependant pas conduire à une banalisation de la souffrance et de l'oppression. L'apôtre Paul écrit : « Travaillons pour le bien de tous, surtout celui de nos proches dans la foi ». En ce sens, en tant qu'Églises et organisations chrétiennes en Suisse, nous partageons les souffrances de nos frères et sœurs dans les régions en conflit de ce monde. , Nous nous engageons en faveur des chrétiens opprimés et persécutés et pour l'amélioration de la situation des droits humains dans les pays concernés par des campagnes de sensibilisation du public et des discussions politiques de fond. Ce faisant, nous veillons à ne pas travailler avec des stéréotypes et des simplifications qui reproduisent cette hostilité sur d'autres. Dans notre travail de communication, nous tenons en particulier à ne pas charger les descriptions et les analyses de conflit avec des arguments théologiques ni à établir uniquement une perspective d'Église.

Nous attachons beaucoup d'importance à la fiabilité de nos sources. Nous ne voulons pas seulement faire du lobbying en faveur des chrétiennes et des chrétiens : nous voulons aussi

encourager le respect mutuel et participer à l'édification de la paix dans le monde par notre action missionnaire, menée dans l'esprit des « Recommandations de conduite<sup>1</sup> ».

Notre solidarité ne se limite pas à nos frères et sœurs dans leurs pays d'origine. Nous sommes conscients que beaucoup d'entre eux vivent parmi nous en tant que réfugiés ou migrants. C'est pourquoi nous cherchons à leur témoigner notre amitié œcuménique.

Lorsque nous nous engageons en faveur de chrétiens opprimés et persécutés, nous le faisons au-delà des frontières confessionnelles et ecclésiales, en nous efforçant de coordonner les activités des différentes Églises et communautés. Nous attribuons une plus grande importance à une discussion ouverte sur nos manières différentes de travailler et de poser des accents qu'à nos différences elles-mêmes. Dans notre prière, nous nous adressons d'une même voix à Dieu.

Références complémentaires :

- « Charta Oecumenica »
- Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies
- « Le témoignage chrétien dans un monde multireligieux. Recommandations de conduite » du Conseil œcuménique des Églises, Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux et de l'Alliance évangélique mondiale.
- « Dignitatis Humanae ». Déclaration sur la liberté religieuse du Concile Vatican II
- « Bedrohung der Religionsfreiheit. Erfahrungen von Christen in verschiedenen Ländern. » EKD-Texte 78
- « Se solidariser pour agir », FEPS Impulsion 7, 2009

## Signataires

Aide aux Églises dans le Monde (AEM)

Comité d'action pour les chrétiens persécutés (CACP)

DM-échange et mission

Fédération des Églises protestantes de Suisse (FEPS)

Groupe de travail pour la Liberté Religieuse (GLR) du RES

Licht im Osten (LIO)

Mission pour l'Europe de l'Est (OEM)

Portes Ouvertes (PO)

Réseau Évangélique Suisse

Février 2017

---

<sup>1</sup> <https://www.oikoumene.org/en/resources/documents/wcc-programmes/interreligious-dialogue-and-cooperation/christian-identity-in-pluralistic-societies/christian-witness-in-a-multi-religious-world>